



## En route vers un système de financement responsable ?

2010/55  
30 | 08 | 2010



Un soupir de soulagement a été poussé dans la rue de la Loi après avoir clairement vu que les négociations gouvernementales n'étaient pas restées bloquées sur la réforme de la loi de financement.



Ivan Van de Cloot  
Economiste en Chef  
Itinera Institute

Si la concertation doit désormais échouer, plus personne ne sait comment cela devra alors se poursuivre. L'enjeu est entre-temps devenu très grand. De mes contacts avec les Francophones, je remarque surtout qu'ils ont été induits en erreur par leurs représentants politiques. Toute personne sensée aurait pu prédire la mise sur la table de la discussion sur les centimes. Le fait que la population de l'autre côté de la frontière linguistique croyait que cela n'entrerait pas en ligne de compte, est aussi de la responsabilité des politiques francophones. En effet, des considérations stratégiques ont joué à ce sujet et aucun parti ne voulait être perçu comme celui qui ferait une sérieuse concession en la matière.

En dehors du jeu purement politique, il est surtout important de faire comprendre à tout le monde qu'une nouvelle régulation con-

cernant les flux monétaires dans ce pays est inévitable. En tant qu'économiste public, je peux seulement constater que la logique économique de notre système de financement n'a pas du tout le niveau de celui d'autres pays fédéraux, tels que le Canada et la Suisse. Personne ne doit avoir peur d'un système plus rationnel qui donne plus de responsabilité aux différentes autorités de notre pays. Si nous examinons des mesures de référence telles que l'augmentation du nombre de fonctionnaires, l'augmentation des coûts de gouvernance et autres, il en ressort en tout cas que les régions ont connu une plus forte augmentation que le pouvoir fédéral. Les économistes parlent souvent du système de dotations où les transferts d'une instance supérieure à une instance inférieure viennent gonfler les dépenses des autorités locales plus qu'une hausse comparable des revenus

“

D'après ce phénomène, l'argent reste coller là où il atterrit. En anglais ça donne : 'money sticks where it hits'.

”

individuels. C'est le « flypaper effect » ou « l'effet papier mouche », parce qu'il signifie que l'argent « colle à l'endroit où il atterrit » (« money sticks where it hits »). Vu sous cet angle, il importe donc de responsabiliser les régions, par exemple en renforçant leur autonomie en matière de fiscalité (« no representation without taxation »).

Par ailleurs, sur ce plan technique, nous ne pouvons voiler la face à personne. Une paix entre les communautés rendrait toute gestion plus performante et donc meilleure. Des motivations mieux fondées permettant aux régions, via leur système de financement, de tirer les fruits d'une bonne politique doivent avoir une chance. D'un autre côté, nous ne devons pas regarder aveuglément à une série de considérations fétichistes. L'exemple le plus clair est celui de la régionalisation de l'allocation familiale. Il est tout de même évident pour tout le monde que cela ne doit pas être le véritable enjeu pour plus de rationalité dans le système belge. Quel est donc l'intérêt d'une allocation familiale qui viendrait du niveau régional plutôt que du niveau fédéral ? Ou bien est-ce un « gros poisson » par lequel le paquet réalisé paraît plus gros ? Désor-

mais, la logique politique a aussi ses droits, mais permettez-moi, en tant qu'économiste pragmatique, de considérer certains éléments de ces accords comme du fétichisme. Peut-être n'y a-t-il pas d'avantages perceptibles à de tels glissements, mais d'un autre côté, des dommages économiques, ils n'en créent pas non plus.

En tout cas, il faut espérer que s'il est question de l'aboutissement financier de chaque Etat fédéral, le taux de fétichisme sera plus faible. Si la responsabilisation devient le véritable objectif, nous ne devons alors pas nous tenir à un modèle déterminé étant donné qu'il existe plus d'une façon d'atteindre cet objectif. Par ailleurs, la solidarité aussi peut être construite de différentes manières dans un système fiscal fédéral. Trop souvent, nous nous rattachons à des modèles qui sont soi-disant fondamentalement différents alors que dans les faits, les paramètres choisis sont ceux qui déterminent le résultat. Prenons comme référence une variante de notre système de financement actuel où des éléments de bonus/malus seraient incorporés pour stimuler des politiques réfléchies. Il peut s'agir de contraindre les autorités à atteindre des objectifs dans le domaine de l'environnement ou de la pauvreté, mais tout aussi bien en matière d'activation des chômeurs et de participation des travailleurs

âgés. Mais méfions-nous des apprentis sorciers qui veulent diviser un modèle soi-disant logique comme il y a vingt ans d'ici où la dynamique sur le plus long terme menait à des désorganisations.

Les citoyens ont surtout droit à un système de financement transparent où la complexité n'est plus considérée comme une valeur en tant que telle seulement parce qu'on trouve trop difficile de remettre en question le système. Au final, nous devons aussi et surtout mener un débat sur deux importantes faces cachées : le sort de Bruxelles et celui de la dette publique. Il est étrange de voir que ce sont dans les années 1990 que l'on pensait surtout à ces deux thèmes qui sont tout de même fondamentaux mais qui restent absents de nos jours.

**Ivan Van de Cloot,**  
Economiste en chef

Pour une croissance économique  
et une protection sociale durables.